

L'OBSERVATOIRE GÉOPOLITIQUE

Lettre n°9 - Novembre 2025



LA LICENCE ESPRI

La licence Économie-Gestion, parcours Science Politique et Relations Internationales – plus connue sous le nom d'ESPRI – est un cursus unique en France, proposé à l'IAE Savoie Mont Blanc, sur le campus d'Annecy. Sélective et pluridisciplinaire, nous explorons des sujets variés : macroéconomie, sociologie, démographie, science politique, droit, langues étrangères... autant de perspectives qui enrichissent notre compréhension du monde.

Nous sommes 32 étudiants, issus de régions et de parcours différents, réunis par une même envie : comprendre le monde qui nous entoure.

À la croisée des disciplines, ESPRI ouvre de nombreuses portes : diplomatie, commerce international, journalisme, études politiques, économie, et bien d'autres.

On vous emmène avec nous là où le monde se raconte : bienvenue en géopolitique !

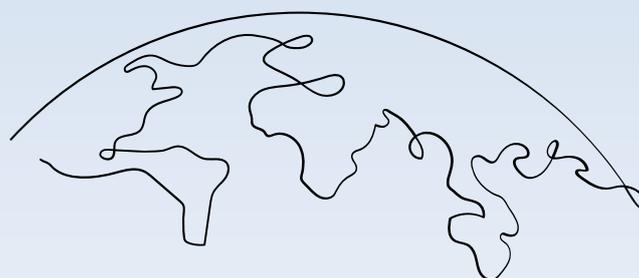
L'ÉDITO

L'actualité internationale peut parfois sembler lointaine, complexe et difficile à suivre.

À l'Observatoire géopolitique, nous avons choisi de l'aborder autrement : avec nos mots, nos questions et notre regard d'étudiants. Pas pour donner des leçons, mais pour essayer de comprendre, ensemble, ce qui se joue dans le monde.

Dans ce nouveau numéro de l'Observatoire géopolitique, nous vous invitons pour un voyage aux quatre coins du monde : direction le Cap-Vert, l'Islande, le Venezuela, le Yémen et bien d'autres...

BROCQUET Olivia, CREPEL Alix, DEDIEU Chloé, FOURNIER Mattis





AFRIQUE	Page : 3
AMERIQUE DU NORD	Page : 5
AMERIQUE DU SUD	Page : 7
ASIE	Page : 9
EUROPE	Page : 11
MOYEN-ORIENT	Page : 13
OCEAN ARCTIQUE	Page : 15
FICHE PAYS :	
CAP VERT	Page : 17
LETTONIE	Page : 18

AFRIQUE

Au Soudan : une guerre oubliée

Depuis avril 2023, le Soudan est déchiré par une « *guerre fratricide* » comme la décrivent les Nations Unies. Entre exécutions, pillages et viols, les crimes de guerre s'accumulent et le bilan humain s'alourdit, marquant l'une des plus graves crises humanitaires au monde.

C'est en 2018 que le Soudan plonge dans un conflit dévastateur opposant l'armée soudanaise (SAF) et les Forces de Soutien Rapide (FSR). Une guerre qui provoque une catastrophe humanitaire sans précédent. Les experts estiment que le conflit a causé plus de 150 000 morts. Le 26 octobre 2025, après dix-huit mois de siège, la ville d'El-Fasher, au Darfour, tombe entre les mains des FSR, qui contrôlent désormais la quasi-totalité de la région.



Photo prise le 3 novembre 2025, des Soudanais déplacés qui ont fui El-Fasher marchant dans le camp d'Um Yanqur / AFP

Aux origines de la guerre

En décembre 2019, après 30 ans de pouvoir, le Président Omar el-Béchi est renversé par un soulèvement populaire. Les deux dirigeants - Burhan et Hemedti - deviennent les acteurs centraux du pouvoir : le premier à la tête de l'armée soudanaise qui contrôle officiellement l'Etat et les institutions, et le second, dirigeant les Forces de Soutien Rapide. En 2021, les deux chefs réalisent un coup d'Etat contre le gouvernement civil. Cependant, chacun veut contrôler la transition et diriger l'Etat. Une cohabitation instable entre deux armées rivales se met en place. En 2023, un désaccord majeur éclate : l'armée veut absorber les FSR pour réduire leur pouvoir alors que ces dernières veulent garder leur autonomie.

Les deux camps déploient alors leurs troupes autour de la capitale soudanaise, Khartoum. La tension monte. Le 15 avril 2023, les FSR attaquent plusieurs sites militaires dans la capitale, marquant le début de la guerre.

Les soutiens extérieurs dans le conflit soudanais

Au Soudan, l'or est devenu l'enjeu stratégique au cœur de la guerre. Exporté presque entièrement vers les Émirats arabes unis, il finance directement l'achat d'armes et de mercenaires, alors que le Soudan est en plein naufrage économique. L'armée contrôle la mine de Kush, les FSR dominent les gisements du Darfour via Al Junaid. Acheminé par le Tchad, le Soudan du Sud ou l'Égypte avant de rejoindre les Émirats, l'or soudanais alimente un réseau géopolitique régional qui prolonge le conflit.

Le mouvement d'Hemedti est appuyé à la fois par les Émirats et par des milices russes héritières de Wagner. Ces derniers ont sécurisé des mines d'or importantes. Moscou voit dans cette alliance une opportunité stratégique : en échange d'un accès aux ressources d'or, la Russie progresse vers son ambition de contrôle maritime, en visant un port militaire à Port-Soudan, sur la mer Rouge. Des conseillers russes appuient encore les FSR, tandis que le Kremlin renforce parallèlement ses partenariats avec les autorités pro-Burhan pour asseoir son influence régionale.

La chute d'El-Fasher

La chute d'El-Fasher, dernier bastion de l'armée soudanaise au Darfour du Nord, marque un tournant dans la guerre. Après plus de 500 jours de siège imposé par les FSR, la ville est tombée le 26 octobre. Privés d'aide, affamés et victimes de violences extrêmes, les civils ont vécu un véritable cauchemar, fait d'exécutions, de viols, d'enlèvements et d'attaques visant les marchés et les hôpitaux. Des images satellites montrent des « *mares de sang* » et des amas de corps. Des milliers d'habitants ont été tués ou ont fui, et plus de 100 000 personnes ont quitté la ville en deux semaines, tandis que le Darfour passe sous le contrôle total des FSR.

Un lourd bilan humain

Depuis le début de la guerre, les pertes humaines sont considérables. L'ONU parle désormais de « *la plus grave crise humanitaire au monde* ». L'exode atteint un niveau historique : 12 millions de déplacés internes et 3 millions de réfugiés, selon le Haut Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés. Les femmes et les enfants sont les premières victimes exposées aux violences, notamment sexuelles. Le pays est aussi le seul où une famine est officiellement déclarée. Selon la dernière mise à jour du IPC¹, environ 21,2 millions de personnes, soit 45 % de la population, étaient confrontées à une insécurité alimentaire aiguë (IPC3+). Face à l'État défaillant, des ONG comme SOLIDARITÉS INTERNATIONALE assurent l'essentiel : eau, abris, nourriture et hygiène. « *Nous n'avons ni matelas, ni abri décent ou nourriture... il n'y a pas d'école pour les enfants* »², témoigne Gisma, 26 ans, réfugiée au Soudan du Sud.

Pour Adama Dieng, envoyé spécial de l'Union africaine, « *le risque de génocide existe au Soudan et s'accroît chaque jour* ».

DEPOIL Lucile, ERGAN Manon, THIRARD Elodie

¹ Cadre intégré de classification de la sécurité alimentaire

² Assistweb. (2024, 4 décembre). Crise soudanaise : témoignages des déplacés de force et réfugiés soudanais. SOLIDARITÉS INTERNATIONALE.

AMÉRIQUE DU NORD

Zohran Mamdani triomphe à New York : vraie rupture ou bruit médiatique ?

Le 4 novembre 2025, Zohran Mamdani est élu à la tête de la mairie de New York. Son élection résonne au delà des États-Unis : il est le premier maire musulman, d'origine indienne et socialiste de la ville et ses idées s'opposent totalement avec la politique de Donald Trump.

Entre « espoir », « renouveau politique » et « horreur wokiste », le nouveau maire de New York divise les esprits.

L'élection qui a dépassé New York

En effet, la campagne opposant Zohran Mamdani à ses rivaux a rapidement dépassé le cadre local en prenant des airs de véritable test national. Le scrutin s'est déroulé dans un climat social tendu : hausse du coût de la vie, crise du logement, montée des inégalités et inquiétudes croissantes face au dérèglement climatique. À cela s'ajoutent des tensions identitaires ravivées par des débats nationaux sur l'immigration et la place des minorités.



Campagne à la mairie de New York: le socialiste, le revenant et l'arbitre - Le Temps

Ce contexte explosif a contribué à une mobilisation exceptionnelle, avec plus de deux millions d'électeurs se rendant aux urnes, un niveau rare pour une élection municipale marquant un regain de participation politique. L'élection de M. Mamdani apparaît ainsi, pour une partie de la population, comme l'espoir d'une opposition réelle face à Trump avec des politiques prometteuses pour renforcer les services publics.

Un tournant politique contesté : entre scepticisme et diabolisation trumpiste

Le journal le New York Times a qualifié cette élection de « bouleversement politique les plus remarquables de l'histoire de New York ». Alors que la droite américaine ne voit pas d'un bon œil la montée au pouvoir de Mr Mamdani. Fidèle à lui même, Donald Trump parle de « communiste cinglé » à propos du nouveau maire et qualifie « stupide (...) toute personne juive qui vote pour Zahran Mamdani ». On ressent alors l'hostilité de la droite républicaine américaine qui diabolise le nouveau maire, fervent opposant aux politiques mises en place.

De plus, Hollywood s'en mêle : Jon Voight, l'acteur américain oscarisé proche du locataire de la maison blanche, implore Donald Trump d'en finir avec Zohran Mamdani tout en usant de propos islamophobes. D'un autre côté, l'élection de Zohran Mamdani est comparée par de nombreux commentateurs à l'élection de Barack Obama en 2008 selon Courrier International. Dans les deux cas, ces candidats incarnent la figure de jeunes issus de l'immigration qui remettent en question la norme traditionnelle du pouvoir américain, historiquement associé à un homme blanc et chrétien. Toutefois, ces avancées politiques restent fragiles, Barack Obama n'a pas empêché l'arrivée au pouvoir de Donald Trump et la mise en place de ses dérives autoritaires. En poussant la réflexion un peu plus loin nous pourrions même nous demander si nous pouvons parler d'avancée politique ou si l'écho autour de cette élection n'est qu'une instrumentalisation politique.

Un laboratoire politique mondial : New York sous l'ère Mamdani

Le nouveau maire de New York pourrait chercher à mieux contrôler Wall Street et les investissements financiers présents dans la ville, notamment en augmentant les taxes et en encadrant plus strictement les loyers. L'enjeu est également sécuritaire et politique : Zohran Mamdani s'oppose ouvertement aux différentes politiques de Donald Trump, notamment sur sa politique migratoire. Zohran Mamdani voudrait faire de New York une ville symbole d'accueil de l'immigration tandis que Trump mène une politique agressive de lutte contre l'immigration à l'échelle des États-Unis. Les enjeux autour de cette élection peuvent aussi être diplomatiques car New York abrite le siège des Nations Unies, ce qui donne à la ville et à son maire une visibilité mondiale unique. C'est pourquoi, en Europe, Zohran Mamdani est un symbole transatlantique avec un modèle de gouvernance plus progressiste même dans les grandes métropoles : une preuve qu'une politique sociale ambitieuse – socialisme urbain – est possible. De plus, les politiques fiscales proposées par Mamdani comme taxer davantage les riches pour financer les services, rejoignent des débats européens sur la redistribution, la lutte contre les inégalités, la taxation des grandes fortunes. Si ces mesures marchent, cela peut être un « *cas d'école* » pour les villes européennes souhaitant expérimenter des politiques similaires. Par conséquent, les positions du nouveau maire sur différents sujets peuvent avoir une résonance mondiale. On attend les premières prises de décision dans les prochains mois pour voir si Zohran Mamdani aura un réel impact sur la politique new-yorkaise et plus largement au niveau mondial.

BASRI Sara, CUNIBERTI Fanette, RENAUD-GOUD Maxence, ROUZIERE Cloé

AMÉRIQUE DU SUD

Tensions croissantes entre le Venezuela et les États-Unis, quel avenir pour ce conflit naissant ?

Ces derniers jours, sous couvert de lutte contre le narcotrafic, les États-Unis ont multiplié les interventions militaires en mer des Caraïbes et aux abords du sol vénézuélien. Le déploiement des forces américaines en Amérique du Sud inquiète les dirigeants de la zone et principalement Nicolás Maduro, président du Venezuela, directement accusé par le président Trump de soutenir financièrement des gangs de narcotrafic dans le pays. Des tensions croissantes entre ces deux acteurs révèlent une forte ingérence américaine et un président vénézuélien affaibli par ces accusations.

« *Nous sommes en guerre contre les narcotrafiquants* », a déclaré, le 13 novembre, le secrétaire américain à la Défense, Pete Hegseth.

Depuis septembre 2025, Washington affirme mener une offensive contre des réseaux de narcotrafic opérant entre le Venezuela et la Colombie.



Federico PARRA, KAMIL KRZACZYNSKI / AFP

Le secrétaire américain à la Défense annonce officiellement que le pays est engagé dans un « conflit armé non international » contre certains cartels récemment définis par les États-Unis comme organisation terroriste. En quelques semaines, les États-Unis ont coulé une vingtaine de petites embarcations, causant ainsi la mort d'au moins 75 personnes.

Mais ce qui surprend le plus, est l'ampleur du dispositif militaire mis en place par les Américains : porte-avions, sous-marins nucléaires, avions furtifs F-35 et opérations clandestines de la CIA à l'intérieur du Venezuela. En effet, le déploiement du porte-avions USS Gerald R. Ford ce 11 septembre suscite de nombreuses réactions. Est-ce qu'éliminer des navires narcotrafiquants nécessite la mobilisation du plus grand porte-avion américain ? Un professeur de l'école navale américaine, John Polga-Hecimovich, explique : « *On ne déplace pas le plus grand porte-avions du monde vers la côte nord de l'Amérique du Sud sans vouloir montrer sa puissance. [...] Donc oui, il s'agit bien de démonstration de force et en partie de dissuasion. En réalité, ils veulent s'attaquer au régime de Maduro et justifier cela en affirmant qu'il dirige les cartels de drogue vénézuéliens* ».

Les États-Unis cherchent à démontrer leur puissance dans la zone en raison de l'influence croissante de la Chine en Amérique du Sud. Et quoi de mieux que déployer un porte-avions au large des côtes vénézuéliennes pour réaffirmer sa puissance ?

Suite à ce déploiement militaire non consenti, le président vénézuélien, Nicolás Maduro, dénonce une stratégie américaine visant à provoquer un changement de régime. Il accuse les États-Unis « *d'exécutions extrajudiciaires* » en mer et affirme que la souveraineté vénézuélienne est directement menacée. En réponse, le ministre vénézuélien de la Défense, Vladimir Padrino López, a annoncé ce mardi un « *déploiement massif* » de forces terrestres, maritimes, aériennes, fluviales et de missiles, ainsi que de milices civiles dans tout le pays. Maduro avait ordonné le déploiement de « *près de 200 000* » soldats dans le cadre de cette opération. Le but : empêcher toute intrusion américaine sur le territoire.

Le peuple vénézuélien quant à lui réagit de manière plus modérée. D'après les experts, la population se sent directement menacée mais exprime également un épuisement et une crainte de ne pas trouver d'autres solutions pour éloigner Maduro du pouvoir. Une invasion américaine serait alors vue comme la porte de sortie de ce régime qui n'est plus le bienvenu dans le pays.

Il y a une montée de la violence qui risque d'entraîner un conflit beaucoup plus direct. Donald Trump a lui-même déclaré que les États-Unis « *regardent aussi la terre* », laissant planer l'idée de frappes ou d'opérations au sol. Les interventions et la présence américaine dans la région installent un climat tendu et les États riverains développent de plus en plus de méfiance envers les États-Unis. Les alliances se redessinent et cette crise dépasse largement la relation États-Unis-Venezuela. En effet, lors du sommet UE-CELAC (Communauté d'États latino-américains et caraïbes), plusieurs dirigeants n'ont finalement pas assisté au sommet du fait de ce conflit.

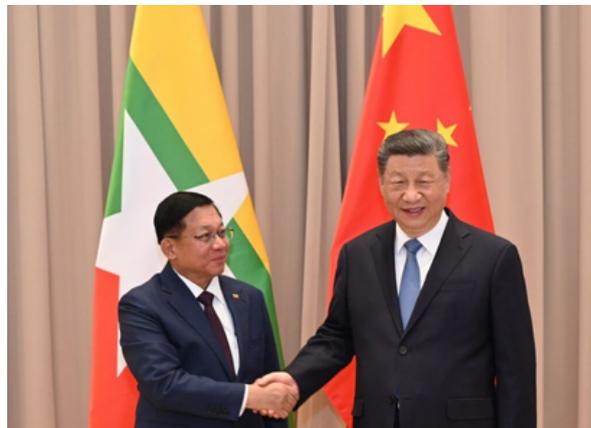
La militarisation croissante et la violence omniprésente ont engendré une véritable crise diplomatique. En effet, les États-Unis n'avaient pas déployé une telle force militaire depuis longtemps. Le pays est intervenu à de multiples reprises en Amérique latine pour favoriser la chute de régimes jugés indésirables. Néanmoins, dans la plupart des cas, ils préfèrent soutenir des forces déjà présentes sur le terrain plutôt que de déployer les leurs. Il s'agit aujourd'hui de la plus importante présence militaire depuis l'invasion du Panama en 1989, et, tout comme Manuel Antonio Noriega il y a plus de 30 ans, Nicolás Maduro est accusé de trafic de drogue et rejette ces accusations. Comment le conflit s'achèvera-t-il cette fois-ci ? La question reste entière.

BERNE Clara, MERITET Lucie, RAMI Siham

ASIE

Ligne de front birmane : la Chine avance ses pions

Situé entre la Chine et l'Océan Indien, le Myanmar (aussi appelé Birmanie) est en état de guerre civile depuis le 7 septembre 2021. Cette guerre oppose la dictature militaire (la Tatmadaw) contre le Gouvernement d'Union Nationale (NUG), ayant pris les armes pour se rebeller. Mais derrière un conflit peu médiatisé et en apparence très local, le voisin chinois essaie d'y tirer quelques ficelles pour ses propres intérêts...



Le dictateur du Myanmar, Min Aung Hlaing, serrant la main à Xi Jinping, Moscou, 9 mai. Kaung, & Kaung. (2025, 12 mai). Myanmar Now.

Le 1er février 2021, Min Aung Hlaing, commandant en chef de l'armée birmane, accusant les dernières élections législatives d'être faussées, déclare l'état d'urgence et se donne les pleins pouvoirs pour 1 an. Très vite, un mouvement de désobéissance civile est lancé, mais l'armée riposte et réprime fortement les manifestants. Face à cela, plusieurs groupes armés se forment et rejoignent le NUG, qui déclare officiellement la guerre le 7 septembre. Depuis, le conflit dure, et l'armée birmane bénéficie de l'aide de plusieurs acteurs. Parmi eux, Pékin...

Dès le coup d'État, la Chine a continué, contrairement à la plupart des pays occidentaux, de maintenir des liens étroits avec le régime militaire. Plusieurs rapports montrent qu'elle fournit un soutien militaire concret : selon le Special Advisory Council for Myanmar, l'entreprise publique China South Industries joue un rôle-clef dans la production de bombes aériennes pour la junte via l'usine DI 21, située à Magway. Des ingénieurs chinois ont été dépêchés sur place pour former des techniciens birmans, et continuent aussi d'assurer une assistance à distance. Par ailleurs, des composants électroniques essentiels à ces munitions proviennent toujours de Chine : la défense birmane reste dépendante d'un approvisionnement extérieur.

Sur le plan diplomatique, la Chine ne se contente pas de vendre des armes : elle cherche aussi à encadrer la crise. Par exemple, Pékin a envoyé, en 2025, une équipe pour surveiller un cessez-le-feu entre le gouvernement militaire et l'Armée de l'Alliance démocratique nationale du Myanmar à la frontière, après avoir joué un rôle de médiateur à Kunming. Ce rôle « *pacificateur* » sert ses intérêts : stabiliser certaines zones pour sécuriser ses investissements.

Et ces investissements sont loin d'être anecdotiques. La Chine nourrit des projets stratégiques - notamment dans le cadre des Nouvelles routes de la soie - au Myanmar : un port en eau profonde à Kyaukphyu, des pipelines gaziers et pétroliers reliant la côte birmane au Yunnan, ainsi que des infrastructures routières. Ces ambitions sont vitales : elles permettent à Pékin d'accéder à l'océan Indien sans passer par des détroits plus risqués, tout en exploitant les ressources naturelles birmanes comme le gaz, le bois, ou encore les minerais stratégiques.

Mais la Chine a une double posture paradoxale. D'un côté, elle affirme soutenir la stabilité, se place en tant qu'actrice de la lutte contre la corruption et contre l'exploitation des peuples. Mais de l'autre, elle arme activement la junte, entité corrompue basée sur l'exploitation ethnique. Selon certains, ce « *double jeu* » pourrait bien être une stratégie délibérée : diviser pour mieux régner, tout en gardant le contrôle sur les infrastructures vitales birmanes. Cette ambiguïté est d'autant plus frappante lorsqu'on observe son soutien envers l'ethnie des Wa. De fait, cette ethnie bénéficie de l'aide de la Chine, notamment en apports d'armes, depuis de nombreuses années. Bien que non allié au NUG, ce groupe armé reste un adversaire de la Tatmadaw puisqu'il réclame son indépendance totale.

De plus, la situation humanitaire au Myanmar est critique. L'année dernière, le Secrétaire général des Nations Unies a rappelé qu'un tiers de la population a un besoin urgent d'aide humanitaire et que des millions de personnes ont été contraintes de fuir leur domicile. En novembre 2024, le procureur de la Cour Pénale Internationale a même lancé un mandat d'arrêt contre le général Min Aung Hlaing pour des crimes contre l'humanité commis à l'encontre de la minorité musulmane Rohingya du Myanmar. Cette ethnie, privée de la citoyenneté birmane, subit depuis longtemps de nombreuses persécutions. La situation actuelle fait grandir l'inquiétude et une conférence de haut niveau sur la situation des Rohingyas a eu lieu ce 30 septembre au siège des Nations Unies.

Du côté régional, l'ASEAN tente d'exister dans ce conflit, mais son influence reste limitée, notamment avec son principe de non-ingérence dans les affaires intérieures des Etats membres. Depuis son « *consensus en cinq points* », l'organisation appelle à la fin des violences et à la création d'un environnement favorable pour la livraison de l'aide humanitaire... sans jamais réussir à faire plier la junte. Les divisions internes n'aident pas : certains pays veulent une ligne ferme, d'autres préfèrent ménager Pékin, qui est devenu un partenaire économique trop important pour être contrarié. Ainsi, l'ASEAN reste spectatrice plus qu'actrice, laissant à la Chine l'espace nécessaire pour s'imposer comme le seul médiateur réellement écouté sur le terrain.

Résultat : Le Myanmar, loin d'être un simple théâtre d'une guerre civile interne, devient un pion central dans la stratégie géopolitique de Pékin. Et tant que la junte reste dépendante de l'aide chinoise, l'influence de la Chine sur Naypyidaw semble peu susceptible de s'effriter.

SERMET-MAGDELAIN Camile, THINES Lisa, VERNIN Jules

Litige Ukraine/Hongrie : l'illustration d'un élargissement complexe

Les discussions ont mis l'accent sur l'éventuelle adhésion de l'Ukraine, toujours bloquée par la Hongrie au Conseil européen. Le président ukrainien n'a donc pas hésité à viser directement l'homme d'État hongrois, Viktor Orbán : « *Nous sommes en guerre pour notre survie et nous aimerions vraiment que le Premier ministre hongrois nous soutienne, au moins qu'il ne nous bloque pas* ».

Le premier ministre hongrois a immédiatement répondu : « *Je dois rejeter l'idée que la Hongrie doit quelque chose à l'Ukraine. L'Ukraine ne défend pas la Hongrie contre qui que ce soit ou quoi que ce soit* ». Il n'a pas hésité à se montrer provocateur : « *La sécurité de la Hongrie est garantie par nos capacités de défense nationale et par l'OTAN, dont l'Ukraine n'est heureusement pas membre* », a même déclaré Viktor Orbán.

Ce litige illustre à quel point les rivalités entre pays peuvent complexifier les dynamiques d'élargissement de l'alliance européenne.

Entre volonté et exigence : qui rejoindra finalement l'Union Européenne

Dès 2030, l'UE pourrait accueillir de nouveaux membres comme l'a affirmé la Commission européenne, qui a profité de l'occasion pour féliciter les progrès réalisés par plusieurs pays candidats comme l'Albanie, l'Ukraine et la Moldavie.

Toutefois, ce sommet révèle des divergences entre les États candidats. La Serbie par exemple s'est vu critiquée par Bruxelles pour avoir ralenti son processus de réforme. La Géorgie a elle été pointée du doigt pour son « *grave recul démocratique* ».

De son côté, le président du Conseil européen, António Costa, se montre optimiste et estime qu'une Union européenne élargie permettrait « une Europe plus sûre, plus forte et plus pacifique ». Le contexte d'instabilité économique et d'incertitude géopolitique, marqué par les tensions avec la Russie, motive cette dynamique d'extension. Pour lui, ce n'est pas une éventualité mais bien la meilleure chose à faire actuellement : un investissement pour notre avenir.

Ce sommet a été vécu bien différemment par tous les pays. Là où certains membres craignent une intégration trop rapide, les pays candidats jugent le processus trop lent. L'Union européenne se retrouve alors partagée entre volonté d'ouverture, exigence de stabilité démocratique et affirmation stratégique face à Moscou.

PELISSIER Luna, ROCHAS Clotilde, VILLALONGA Telma

MOYEN-ORIENT

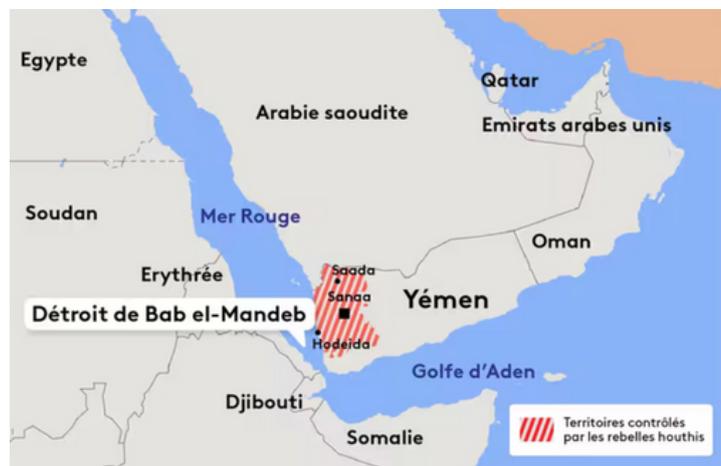
Les Houthis, acteur incontournable au Moyen Orient ?

Au coeur de l'actualité, les Houthis, depuis les années 2010 sont de plus en plus contestés.

Aux origines du mouvement...

Officiellement, le mouvement se nomme Ansar Allah, issu du zaydisme, une branche du chiisme présente au Nord du Yémen, dans la province de Saada. Le gouvernement zaydite a dirigé pendant plus d'un millénaire, achevé en 1962 par la révolution républicaine.

Pour redonner splendeur à l'ancienne élite nationale, Hussein Badreddine al-Houthi fonde le mouvement « Forum des jeunes croyants » en 1992. Totalement pacifique, il tente de lutter contre l'influence grandissante du sunnisme et par conséquent de l'Arabie Saoudite. Leur ambition est de remettre en place un gouvernement basé sur l'imamat théologique et le zaydisme. Montrant son mépris vis-à-vis du président Ali Abdallah Saleh, allié des Saoudiens, le mouvement Ansar Allah vient d'être créé.



Lambert, E. (2023, 6 décembre). France-info

Néanmoins, un tournant radical survient en 2004 avec l'assassinat d'al Houthi. Le mouvement prend alors son nom (sans que ce soit officiel) et sort de sa nature pacifique. Six guerres vont se succéder et en septembre 2014, les Houthis prennent possession du nord-ouest du pays et de la capitale Sanaa, influençant les décisions politiques. Didier Billions, directeur adjoint de l'IRIS soutient cette idée « *il est clair que les milices chiites sont parvenues à s'imposer comme une force politique et militaire et exercent une pression de plus en plus forte sur le président* ».

...Devenu acteur central

L'ascension des Houthis a profondément reconfiguré les équilibres régionaux, s'imposant comme un acteur incontournable des relations au Moyen-Orient. L'Arabie saoudite, qui espérait une victoire rapide en 2015 au Yémen, s'est enlisée dans une guerre civile coûteuse et a été contrainte de reconnaître sa défaite stratégique. Depuis 2023, Riyad négocie directement avec les Houthis, recevant même leurs délégations dans la capitale saoudienne, une reconnaissance de facto de leur statut d'acteur politique majeur. Ce rapprochement s'inscrit dans le cadre plus large de la normalisation sino-médiée des relations entre l'Arabie saoudite et l'Iran, allié des Houthis, dans laquelle le dossier yéménite constituait un test décisif de la bonne foi iranienne.

Cette nouvelle donne bouleverse l'ensemble des dynamiques régionales. L'Égypte a vu ses revenus du canal de Suez chuter de 800 millions de dollars par mois. En cause, le blocage de la mer Rouge par les Houthis. Le Caire se trouve dans une position délicate : elle ne peut rejoindre ouvertement la coalition anti-Houthis sans compromettre son rôle de médiateur sur Gaza. Pour Israël, les tirs de missiles houthis ont ouvert un nouveau front sud qui contraint Tel-Aviv à disperser ses capacités militaires et à intégrer le Yémen comme théâtre stratégique à part entière. Même la Turquie, qui avait initialement soutenu la coalition saoudienne en 2015 au nom de la solidarité sunnite, a discrètement ajusté sa position pour devenir un acteur neutre cherchant à peser dans les futures négociations. Le soutien immodéré des Houthis aux Palestiniens met les pays arabes dans l'embarras face à leurs populations qui manifestent de l'admiration pour leurs actions. Cette capacité des Houthis à contraindre les principales puissances régionales et à recalibrer leurs stratégies démontre qu'un mouvement issu d'une rébellion locale peut, dans certaines conditions, s'imposer comme un pivot des équilibres géopolitiques régionaux.

Un groupe contesté

Depuis le lancement de la guerre à Gaza, en soutien au groupe terroriste HAMAS, les Houthis mènent des actions de déstabilisation et d'attaques contre Israël et le trafic mondial maritime au détroit de Bab-el-Mandeb. En aout 2025, Israël a mené l'opération « *Lucky drop* », menant à l'assassinat du premier ministre Ahmed al-Rahawi et 12 des 22 membres du cabinet, ainsi que le chef d'état-major Mohamed Al-Ghamari. Au total, Israël annonce une quarantaine de morts et une centaine de blessés, une hécatombe pour le mouvement Houthis, qui a vu ses principaux leaders assassinés. Cette opération est une première pour Israël qui vise désormais des hauts dirigeants du mouvement, et plus seulement des infrastructures militaires ou énergétiques.

De mars 2025 à avril 2025, le président Trump, en représailles aux attaques houthistes sur les navires de commerce et les navires de guerre américains, a promis de « *faire l'enfer aux terroristes houthis* ». Au total, les États-Unis dénombrent 650 combattants morts alors que le gouvernement houthiste annonce 280 personnes assassinées, dont une grande part de civils.

Qu'importe le nombre, la perte de personnel houthis est significative. Les attaques menées par les Américains et les Israéliens ont considérablement impacté leurs capacités d'actions. En outre, les attaques sur les installations énergétiques, militaires, les centres de commandement et les sites de stockages se poursuivent, fragilisant toujours plus les moyens houthistes.

Plus largement, la chute du régime syrien du dictateur Bachar Al-Assad, combinée avec la fragilisation de l'Iran, est un revers géopolitique pour les Houthis. La Syrie fournissait au mouvement Houthis et au Hezbollah des sites d'entraînements et jouait un rôle central dans le transport des combattants houthis sur les différents théâtres militaires. L'arrivée d'un gouvernement hostile en Syrie force les houthis à reconsidérer leur stratégie militaire.

DARMET Baptiste, FELIX Noé, PAJOT Nino

OCÉAN ARCTIQUE

Face à la compétition en Arctique, l'Islande se démène pour assurer sa place

L'Islande, petit pays insulaire et isolé, occupe pour autant une position stratégique dans l'Arctique. Entre problématique sécuritaire et diplomatie régionale, Reykjavik s'impose en démontrant qu'un petit pays peut jouer un rôle majeur dans une zone en pleine mutation.

Située au cœur du couloir du GIUK (Groenland, Islande, Royaume-Uni), l'Islande dispose d'une position géostratégique dans la sécurité de l'Atlantique Nord. En effet, ce passage est un point de passage essentiel pour la communication et la sécurité transatlantique, expliquant l'importance historique de cette zone pour l'OTAN. De plus, membre fondateur de l'OTAN (Organisation du traité atlantique Nord) en 1949, l'Islande a toujours mis à disposition ses infrastructures, en particulier la base de Keflavik perçue comme un véritable pivot de la défense aérienne et maritime pour l'OTAN.



Photo NR sur LaNouvelleRépublique.fr

Par ailleurs, en 2024, le secrétaire général de l'OTAN, Jens Stoltenberg, a déclaré : « *L'Islande, bien qu'elle n'ait pas d'armée, est un maillon essentiel de la sécurité de l'Alliance dans l'Atlantique Nord et l'Arctique* ». L'importance de l'île s'est encore illustrée en avril 2025 lors de la mission « *Air Policing* » menée par le Canada et la Finlande, qui une fois de plus a mobilisé la base de Keflavik qui a été mise à disposition. Ainsi, l'Islande reste une base centrale pour les opérations occidentales dans cette région devenue centrale depuis peu.

En effet, le réchauffement climatique et la fonte des glaces qui en résulte ont rendu accessible des ressources et des routes commerciales jusqu'alors hors d'accès. Une attention accrue est donc placée sur la région arctique, par ses États riverains, mais pas seulement. Si la décennie 2010 fut sous l'effigie de la coopération scientifique et technique, plutôt que la compétition, l'entrée dans la décennie 2020 change cette dynamique.

L'invasion russe de l'Ukraine ravive ses tensions avec l'Europe et la Russie, qui réaffirme sa volonté de contrôler la route maritime du nord en contradiction avec le principe de liberté de navigation prôné par les Occidentaux.

En parallèle, la COVID-19 a poussé la Chine à changer sa stratégie et à devenir plus agressive dans sa politique internationale, notamment en Arctique, où elle pousse énergiquement le pendant polaire de son réseau de route commerciale, la Belt and Road Initiative. C'est dans ce contexte que l'on peut observer le resserrement des liens de l'Islande avec l'OTAN. Mais le renfermement des États-Unis et ses revendications vis-à-vis du Groenland, proche voisin de l'Islande, poussent le petit pays à la prudence. C'est dans la continuité de cette démarche que l'île tente de se rapprocher de l'Union européenne.

En juillet 2025, l'Islande et l'UE ont annoncé officiellement l'ouverture de discussions pour un partenariat en sécurité et en défense. Ursula von der Leyen, présidente de la Commission européenne, précise que la coopération visera notamment : les menaces hybrides, la protection civile et des communications sécurisées. Ce possible accord ne s'inscrit pas dans le cadre de l'OTAN et la volonté de l'Islande est clairement de compléter ses liens transatlantiques en considérant l'UE comme un bloc. L'Islande souhaite sécuriser ses infrastructures stratégiques, ce qui peut inclure des investissements « *double-usage* », c'est-à-dire qui reposent à la fois sur la défense et le civil. La place accordée à la protection civile est donc importante, tout comme la cybersécurité. En mai 2025, l'Islande avait signé une déclaration conjointe avec l'UE pour renforcer la coopération politique sur les questions de sécurité et de défense. Dans cette déclaration, les parties soulignaient la nécessité d'« *upgrader* » le dialogue politique et la coopération en matière de défense, compte tenu de « *l'évolution géopolitique* » et des menaces communes.

En parallèle, l'Islande a également organisé une table ronde sur la sécurité arctique à Reykjavik au mois de mai. En réunissant des experts, des diplomates et des chercheurs, le pays souhaite relancer la discussion entre États de l'Arctique, ce qui illustre sa montée en puissance diplomatique.

CAMARA Siré, LEGE Lucas, LYANT Margaux



GÉOGRAPHIE STRATÉGIQUE

- Un carrefour géopolitique au large de **l'Afrique de l'Ouest**, au croisement des routes reliant l'Europe, l'Afrique et les Amériques.
- Un archipel stratégique de l'Atlantique, avec plus de **900** km de côtes ouvrant sur les grandes voies maritimes mondiales.

INFORMATIONS GÉNÉRALES

- **Nom complet** : République du Cap-Vert
- **Capitale** : Praia
- **Population** : ~ 525 000 résidents avec une diaspora très importante aux États-Unis (500.000), en France etc
- **Forme de l'État** : République unitaire semi-présidentielle
- **Président** : José Maria Neves
- **Religions majoritaires** : christianisme catholique, minorité musulmane et autres
- **Langue officielle** : Portugais et Créole cap-verdien
- **Rang économique mondial** : environ au 170^e rang mondial (économie de petite taille)
- **PIB** : ~ 2,7 milliards USD (nominal, 2024)
- **Monnaie** : Escudo cap-verdien (CVE)

HISTOIRE RÉCENTE

- **1975** : Indépendance (Portugal).
- **1991** : Passage pacifique au multipartisme → début d'une démocratie stable.
- **Depuis 1990s** : Alternance politique régulière entre PAICV et MpD.
- **2020** : Forte crise économique liée au COVID-19 (tourisme en arrêt).
- **Depuis 2022** : Reprise rapide grâce au tourisme.
- **Défis actuels** : sécheresses, dépendance aux importations, économie fragile malgré stabilité politique.



CAP VERT. Autentika.

CAP VERT

SITUATION INTERNE

- **Politique** : institutions solides avec alternance pacifique entre deux partis. Considéré comme le 5^e pays le plus démocratique d'Afrique selon le V-Dem Institut.
- **Sécuritaire** : pays sujet au narco-trafic, blanchiment d'argent et crime organisé, mais reste le pays le plus stable d'Afrique selon une étude de SMB Intelligence.
- **Économie** : dépendante du tourisme causant des problèmes de vols dans les zones touristiques.
- **Environnement** : sécheresse chronique, stress hydrique extrême, montée du niveau de la mer (érosion côtière), désertification.

FOCUS : LE TOURISME

- **Secteur moteur** : représente 25% du PIB.
- **Record 2023** : 1 million de touristes accueillis
- **Impact économique** : Création d'emplois, développement des infrastructures
- **Problèmes** : Forte dépendance qui expose le pays aux crises mondiales (pandémies, récessions économiques)
- **Perspectives pour l'avenir** : objectif ambitieux de tripler le nombre de visiteurs d'ici 2030, tout en renforçant le tourisme durable et inclusif.

RELATIONS EXTÉRIEURES

- **En général** : diplomatie de petits Etats basée sur le non-conflit, le multilatéralisme, la neutralité et la protection du droit international.
- **UE** : partenariat spécial signé en 2007, unique en Afrique de l'Ouest basé sur la sécurité maritime, visas, investissements, pêche et climat. Le Portugal est un allié historique et culturel.
- **Etats-Unis** : coopération sécuritaire majeure dans la lutte anti-drogue et la surveillance maritime.
- **Pays africains** : membre de la CEDEAO.
- **Chine** : partenariat économique depuis 1998.

FORCES MILITAIRES

- **Effectifs** : 1 200-1 650 personnels actifs (l'une des plus petites armées d'Afrique)
- **Budget** : 2024 : 16,8 millions USD représente environ 0,7% du PIB (l'un des budgets militaires les plus faibles d'Afrique).
- **Industrie de défense** : Pas d'industrie de défense nationale. Dépendance totale aux importations d'armement. Focus sur la coopération internationale (USA, Portugal, Chine) pour l'équipement et la formation.
- **Défis** : zones territoriales poreuses donc victimes de pillages.

TERRITOIRE

Pays situé au nord de l'Europe, la Lettonie est bordée par la mer Baltique à l'ouest et couverte à près de **50 % par des forêts**. Le pays est traversé par de nombreux cours d'eau, dont la **Daugava**, le principal fleuve du pays.

Elle partage ses frontières avec l'**Estonie** au nord, la **Lituanie** au sud, la **Russie** à l'est et la **Biélorussie** au sud-est.

INFORMATIONS GÉNÉRALES

Capitale : Riga

Population : 1 830 000 habitants en 2024

Forme d'État : République parlementaire unicamérale

Chef du gouvernement : Evika Siliņa

Monnaie : Euro (€)

Religion majoritaire : Christianisme

Langue officielle : Letton

PIB : ~ 42 milliards de dollars courant

FORCES ARMÉES

Le **service militaire** a été **remis en place en 2023**, 663 201 personnes sont aptes au service, soit 36% de la population.

Budget de 1,559 milliard d'euros

Membre de « **Baltic Naval Squadron** » avec l'Estonie et la Lituanie, visant à renforcer la coopération navale entre les pays baltes

RELATIONS EXTÉRIEURES

Entre **1992 et 1995**, des **accords commerciaux** ont été conclus entre la Lettonie et les Communautés européennes.

Ensuite, elle est entrée dans l'**espace Schengen** en **2007** et dans la **zone euro** en janvier **2014**.

Depuis février 2022, la **priorité** de politique étrangère de la Lettonie est de **soutenir l'Ukraine « jusqu'à la victoire »**. Elle consacre notamment **0,25%** de son PIB au soutien militaire annuel à l'Ukraine jusqu'en 2026.

LETTONIE

POLITIQUE INTÉRIEURE

Une **population divisée**: 40% de la population est composée de minorités, 25% sont russophones

Un pays en **émancipation du passé soviétique**:

- Loi de juin 2022 sur le **démantèlement de monuments soviétiques**, destruction d'un monument le 26 août 2022 à Riga
- Loi de juillet 2024 sur la conversion au letton d'école russes, faisant du **letton**, la **seule langue officielle** des programmes scolaires dans le pays

FOCUS: SOUTIEN À L'UKRAÏNE

Depuis 2022:

- plus de **61 000 ukrainiens** ayant obtenu une demande d'asile ou une **protection temporaire** dans le pays
- **225 millions d'euros** de soutien aux **immigrés ukrainiens**
- **540 millions d'euros** de soutien sur le **plan militaire**
- **82 millions d'euros** dédiés à l'**aide humanitaire**
- **12 millions** prévu pour la **reconstruction** de l'Ukraine



Intercarto - 2004

HISTOIRE RÉCENTE

1944 : Occupation soviétique.

1991 : Coup d'État, déclaration d'indépendance.

1994 : Les troupes russes se retirent définitivement

2004 : Rejoint l'Otan puis l'UE et rompt ainsi son lien avec la Russie et s'associe à l'Occident.